

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT
CANTON DE LODÈVE

## COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LODEVOIS ET LARZAC

-----  
**DÉCISION**  
-----

numéro
CCDC_210521_063

portant sur

---

### DON DE COLETTE ET JEAN PAUL CAUNES AU MUSÉE DE LODÈVE

---

Le Président de la Communauté de communes Lodévois et Larzac,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment les articles 5211-2, 5211-10 et l'article L.2122-22 dont l'alinéa 9,

**VU** la délibération n°CC\_200711\_03 du Conseil communautaire du 11 juillet 2020 par laquelle le Conseil communautaire délègue au Président la prise de décision prévue aux articles du CGCT sus-visés,

**CONSIDÉRANT** que le projet scientifique et culturel validé en son temps par les élus, valorise l'importance des collections Sciences de la Terre et archéologie, le musée cherche régulièrement à enrichir ses collections par l'intermédiaire de dons ou de dépôts,

**CONSIDÉRANT** qu'une des missions premières d'un musée de France est, au-delà de la sauvegarde, de l'étude, de la transmission et de la valorisation de ses collections, d'acquérir des œuvres destinées à enrichir ses collections,

**CONSIDÉRANT** que le don sera présentée prochainement à la commission d'acquisition de la Direction Régionale des Affaires culturelles (DRAC) Occitanie pour régularisation,

**CONSIDÉRANT** que Colette et Jean-Paul CAUNES propose au musée de Lodève la donation d'un moulage interne d'un terrier en U daté du Trias moyen (-240 millions d'année) provenant de la Communes de Fozières,

### DÉCIDE

**ARTICLE 1 :** D'accepter le don de Colette et Jean-Paul CAUNES comprenant un moulage interne d'un terrier en U daté du Trias moyen (- 240 millions d'année) provenant de la communes de Fozières, témoin de la présence d'animaux proche d'une mer sous un climat semi-désertique, présentée sur la photo jointe à la présente décision,

**ARTICLE 2 :** La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et transmise au service du contrôle de légalité.

Fait à Lodève, le vingt et un mai deux mille vingt et un,

Le Président,  
Jean-Luc REQUI





*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.*